

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mardi 24 Mars 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Bassirou Diomaye Faye à la tête de l'exécutif, deux ans d'efforts de stabilisation

Le chef de l'Etat, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, boucle ce mardi deux ans de gouvernance à la tête du Sénégal, un début de mandat marqué par la rationalisation des institutions jugées budgétivores. Deux ans après son arrivée à la tête du pays, avec plus de 54, 28% des suffrages, le régime a mis en avant la rationalisation des institutions, un engagement phare de son programme. Alors que les finances publiques sont dans un état jugé difficile, le chef de l'Etat a procédé à la suppression du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et du Haut conseil des collectivités territoriales (HCCT), des mesures ayant généré près de 15 milliards d'économie réaffectés à d'autres secteurs jugés prioritaires. Pour acter cette décision accueillie avec hostilité par son opposition politique, le Président Faye a dû faire montre de ténacité en contournant la voie parlementaire. D'autant que les députés, convoqués en séance plénière deux jours auparavant, le 2 septembre, à la demande de l'exécutif, avaient rejeté, à la majorité, le projet de loi portant suppression du CESE et du HCCT.

<https://aps.sn/bassirou-diomaye-faye-a-la-tete-de-lexecutif-deux-ans-defforts-de-stabilisation/>

RTS. VISITE OFFICIELLE : LE PRÉSIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE À MADRID POUR RENFORCER LA COOPÉRATION SÉNÉGALO-ESPAGNOLE

Le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a quitté Dakar ce jour à destination de Madrid, dans le cadre d'une visite officielle au Royaume d'Espagne prévue du 24 au 26 mars 2026, informe une source de la présidence. Selon la source, cette visite s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations historiques d'amitié et de coopération entre le Sénégal et l'Espagne. Elle sera marquée par des échanges de haut niveau avec les autorités espagnoles ainsi que par l'exploration de nouvelles perspectives de partenariat dans des domaines d'intérêt commun.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/visite-officielle-le-president-bassirou-diomaye-faye-a-madrid-pour-renforcer-la-cooperation-senegal-espagnole>

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Monsieur Abdourahmane Sarr, a reçu en audience, ce lundi 23 mars 2026, le président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Monsieur Serge EKUÉ, accompagné de ses proches collaborateurs. Cette visite de travail a offert un cadre d'échanges fructueux autour de la situation du portefeuille de projets financés par la banque et des perspectives de renforcement du partenariat stratégique entre le Sénégal et la BOAD. A cet égard, Abdourahmane Sarr a réaffirmé la nécessité de développer des mécanismes de financement innovants, de promouvoir le recyclage des actifs et les concessions communales, mais également de procéder à l'optimisation du portefeuille de projets en cours, en rapport avec les priorités inscrites dans la Stratégie nationale de



développement (#SND) 2025-2029. Cette rencontre, qui a mis en exergue des convergences de vues, témoigne de la solidité et de la vitalité du partenariat entre le Sénégal et la BOAD, institution panafricaine de référence en matière de financement du développement.

https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=1260589936195153&id=100067324742649&mibextid=wwXIfr&rdid=r2ZLj5d2c0SdpMDL#

SENEWEB. Sénégal : Financial Times évoque 650 millions d'euros d'emprunts non divulgués

C'est Financial Times qui l'a écrit ce lundi. Le média anglais déclare que le Sénégal a emprunté des centaines de millions de dollars auprès d'institutions internationales sans le déclarer publiquement. Notre pays aurait puisé 650 millions d'euros auprès de l'organisme de prêt au développement Africa Finance Corporation et de First Abu Dhabi Bank l'année dernière, dans le cadre d'emprunts qui lui ont conféré des privilèges par rapport aux détenteurs d'obligations existants», indique FT. Il renseigne que le Sénégal a garanti ces prêts grâce à des obligations souveraines nationales nouvellement émises, en utilisant des produits dérivés appelés swaps. « L'équipe du FMI sait que le Sénégal a conclu plusieurs accords de swap de rendement total avec des créanciers. Les conditions de ces swaps n'ont pas été communiquées », a indiqué le fonds selon le Financial Times.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/senegal-financial-times-evoque-650-millions-deuros-demprunts-non-divulgues_n_487384.html

RTS. EMPRUNTS : LE SÉNÉGAL REJETTE LES ACCUSATIONS ET APPORTE DES CLARIFICATIONS

Le gouvernement du Sénégal, à travers le ministère des Finances et du Budget, a réagi à un article du Financial Times évoquant des emprunts « en secret » via des « montages opaques », en apportant des précisions sur sa stratégie de financement et en rejetant toute accusation d'opacité. Dans sa mise au point, l'État indique que la mobilisation des ressources publiques repose sur une stratégie formalisée dans la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (Sdmt). Celle-ci prévoit une diversification des sources de financement, aussi bien en monnaie locale qu'en devises étrangères, renseigne Le Soleil. Selon la source, les autorités expliquent que, sur le marché régional, le Sénégal, comme les autres États de l'Union, travaille à élargir la base des investisseurs dans les titres publics. L'objectif est notamment d'attirer des investisseurs institutionnels internationaux afin de renforcer la profondeur et la liquidité du marché financier.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/emprunts-le-senegal-rejette-les-accusations-et-apporte-des-clarifications>

AFRIQUE XXI INFO. La dette cachée du Sénégal et les zones d'ombre du FMI

Depuis la révélation, en février 2025, d'une dette publique largement sous-estimée, le Sénégal se retrouve plongé dans une crise économique majeure. Alors que l'encours réel dépasse 100 % du PIB, des questions se posent sur le rôle du Fonds monétaire international : aurait-il ignoré des alertes ? Que savait le Fonds monétaire international (FMI) ? Et jusqu'où va sa responsabilité dans le scandale de la « dette cachée » du Sénégal ? Depuis la publication, en février 2025, d'un audit révélant l'état catastrophique des comptes publics du pays, le doute s'est installé. Plusieurs



économistes, et notamment des anciens cadres des institutions de Bretton Woods, en sont convaincus : le FMI en savait davantage qu'il ne le reconnaît officiellement. En décembre 2025, à Dakar, lors d'une conférence organisée par International Development Economics Associates (IDEAs), la ministre sénégalaise de la Justice, Yassine Fall, elle-même économiste, a suggéré que les torts ne se limitaient pas au seul cadre national.

<https://afriquexxi.info/La-dette-cachee-du-Senegal-et-les-zones-d-ombre-du-FMI>

PRESS AFRIK. Inclusion financière: Le Sénégal devance la Côte d'Ivoire avec une hausse de 1,4 point de sa part de marché

Le Sénégal s'est hissé au premier rang de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pour le volume des transactions en monnaie électronique en 2024. Selon un rapport de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) publié le 14 mars 2026, la part du pays est passée de 22,7 % en 2023 à 24,1 % en 2024, confirmant la vitalité de ses services financiers numériques. Cette performance permet au Sénégal de devancer la Côte d'Ivoire (21,4 %), le Bénin (21,4 %) et le Burkina Faso (18,2 %), dans un paysage régional marqué par une forte concentration de l'activité. À l'échelle de l'Union, l'année 2024 a été portée par une accélération de la digitalisation, notamment via l'essor du crédit digital, la généralisation des paiements par QR code et l'émergence de banques 100 % en ligne. Le secteur de la monnaie électronique s'impose désormais comme le principal moteur de l'inclusion financière dans l'espace UEMOA.

https://www.pressafrik.com/Inclusion-financiere-Le-Senegal-devance-la-Cote-d-Ivoire-avec-une-hausse-de-14-point-de-sa-part-de-marche_a302957.html

SUD QUOTIDIEN. Réseau haute tension : Dakar au cœur de l'expertise électrique ouest-africaine

Dakar abrite, depuis hier 23 mars et jusqu'au 27 mars 2026, une rencontre internationale du Comité National CIGRE (Conseil International des Grands Réseaux Électriques) Afrique de l'Ouest, organisée sous l'égide du West African Power Pool. Placé sous l'égide du West African Power Pool, l'événement met l'accent sur la formation en réseaux haute tension, cet événement de haut niveau réunit une centaine d'experts issus des sociétés d'électricité des 15 pays de la CEDEAO autour de formations dédiées aux réseaux haute tension. Ouvrant officiellement les travaux, le ministre de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, Birame Soulèye Diop a salué un rendez-vous « un rendez-vous majeur de l'ingénierie électrique en Afrique de l'Ouest ». Dans son allocution, il a insisté sur les défis auxquels sont confrontés les systèmes électriques africains, notamment l'accès universel à l'électricité, la fiabilité des réseaux, la maîtrise des coûts et la transition vers des sources d'énergie durables. « L'électricité constitue aujourd'hui l'un des piliers fondamentaux du développement économique et social », a-t-il rappelé, soulignant l'importance des travaux du CIGRE dans la planification des réseaux et l'intégration des énergies renouvelables.

<https://www.sudquotidien.sn/reseau-haute-tension-dakar-au-coeur-de-lexpertise-electrique-ouest-africaine/>

RTS. OUVERTURE DE COMPTES EN CFA POUR LA DIASPORA : LA BCEAO CLARIFIE LES RÈGLES



La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest franchit un nouveau cap dans sa stratégie d'intégration financière. À travers la note N°001-03-2026 signée le 13 mars à Dakar, l'institution autorise désormais les ressortissants de l'Union économique et monétaire ouest-africaine résidant à l'étranger à ouvrir des comptes en francs CFA dans les banques de l'Union, dans des conditions assorties sur celles des résidents. « Toute demande d'ouverture de compte en francs CFA [...] bénéficie du même traitement que celui réservé à un résident », précise le document. Une évolution réglementaire qui consacre un changement de paradigme : la diaspora n'est plus uniquement perçue comme une source de transferts, mais comme un véritable acteur du système financier régional. Une stratégie de captation des flux extérieur. Derrière cette mesure, l'objectif est clairement assumé : capter une part plus significative des flux financiers issus de la diaspora. Jusqu'ici majoritairement orientés vers des transferts ponctuels, souvent via des circuits internationaux ou informels, ces flux pourraient désormais être redirigés vers des dépôts bancaires en monnaie locale.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/ouverture-de-comptes-en-cfa-pour-la-diaspora-la-bceao-clarifie-les-regles>

LEJECOS. UEMOA : Forte hausse des émissions sur le marché régional de la dette publique en 2025

Les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) ont significativement accru leurs levées de fonds sur le marché régional de la dette publique en 2025. Selon les données de la Bceao rendues publiques dans le "Rapport sur la politique monétaire dans l'Umoa - Mars 2026", les ressources mobilisées ont atteint 15 105,2 milliards de FCFA, enregistrant une hausse notable de 5 753,2 milliards, soit +61,5% par rapport à l'année 2024. En termes nets, les montants mobilisés se sont établis à 3 521,3 milliards de FCFA, contre 3 100,3 milliards l'année précédente, traduisant une progression modérée des ressources effectivement levées. Dans le détail, le compartiment des bons du Trésor a représenté 6 036,2 milliards de FCFA, soit 40% des ressources totales mobilisées sur le marché financier régional, en hausse par rapport aux 5 055,0 milliards enregistrés en 2024. Les émissions à maturité de 12 mois ont été particulièrement prisées, totalisant 4 021,7 milliards de FCFA, ce qui correspond à 66,6% des bons émis sur la période.

https://www.lejecos.com/UEMOA-Forte-hausse-des-emissions-sur-le-marche-regional-de-la-dette-publique-en-2025_a30543.html

LEJECOS. UEMOA : L'inflation en net recul en 2025

L'inflation a fortement ralenti dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en 2025, selon le dernier rapport sur la politique monétaire publié par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). Sur l'ensemble de l'année, le taux d'inflation s'est établi à 0,0%, contre +3,5% en 2024, traduisant une stabilisation globale des prix dans l'Union. Au quatrième trimestre 2025, le niveau général des prix a enregistré une baisse de 0,8% en glissement annuel, après un recul plus marqué de 1,4% au trimestre précédent. Cette diminution, bien que moins prononcée, reste principalement tirée par la baisse des prix des produits alimentaires. En effet, les denrées alimentaires ont vu leurs prix reculer de 1,6%, grâce à une offre abondante de produits vivriers et à la baisse des coûts des produits importés. La campagne agricole 2025/2026 a été particulièrement favorable, avec une hausse de 7,7% de la production céréalière dans l'Union, selon les estimations du Comité Inter-



État de lutte contre la sécheresse au Sahel (Cilss). Cette amélioration de l'approvisionnement a entraîné une chute significative des prix des céréales, estimée à -10,9%.

https://www.lejecos.com/UEMOA-L-inflation-en-net-recul-en-2025_a30544.html

FINANCIAL AFRIK. Rapport du Fonds Monétaire International : classement des économies les plus performantes au niveau mondial et en Afrique pour 2026

Dans l'analyse de la puissance économique d'un pays, plusieurs indicateurs coexistent et ne racontent pas toujours la même histoire. Le produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse créée dans un pays. La parité de pouvoir d'achat (PPA), elle, compare le coût d'un même panier de biens et services entre plusieurs économies. Le revenu national brut par habitant affine encore la lecture en donnant une idée du niveau de vie moyen, sans toutefois refléter les inégalités, d'où l'utilité d'indicateurs complémentaires comme le coefficient de Gini ou l'Indice de développement humain (IDH). Dans la pratique, les investisseurs, les institutions financières et les marchés regardent d'abord la taille de l'économie, autrement dit le PIB nominal, mais aussi sa structure, sa diversification, sa gouvernance et sa capacité à créer de la valeur durable. C'est ce critère de PIB nominal courant qui sert ici de base au classement du FMI.

<https://www.financialafrik.com/2026/03/24/rapport-du-fonds-monetaire-international-classement-des-economies-les-plus-performantes-au-niveau-mondial-et-en-afrique-pour-2026-infographies/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Première visite d'État en Espagne du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye à Madrid ce 24 mars pour sa première visite d'État en Espagne. Une visite de deux jours, au cours de laquelle le chef de l'État Sénégalais doit rencontrer le roi Felipe VI et le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez pour parler coopération et développement des relations économiques. L'Espagne est le 4ème pays le plus important pour le Sénégal en terme d'échanges commerciaux derrière la Chine et la France notamment. Devancé par le ministre des Affaires étrangères sénégalais, Cheikh Niang, à Madrid depuis le 23 mars, le chef de l'État Bassirou Diomaye Faye est accompagné aujourd'hui par le ministre de l'Économie Abdourrahmane Sarr. L'occasion de parler des échanges économiques. Bassirou Diomaye Faye se rendra d'ailleurs le 25 mars à un forum des entreprises organisé par la chambre de commerce espagnol. Car si le Sénégal est intéressé à attirer des investisseurs, l'Espagne, elle, cherche des débouchés pour ses entreprises. Une perspective soutenue par l'initiative « Alliance Afrique Avance » notamment, une stratégie lancée en août 2024 pour booster les investissements espagnols en Afrique. Pour l'heure, 70 sociétés espagnoles sont implantées au Sénégal, il y a donc de la place



pour d'autres, assure une source à la Chambre de commerce et d'industrie espagnole à Dakar.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20260324-premi%C3%A8re-visite-d-%C3%A9tat-en-espagne-du-pr%C3%A9sident-s%C3%A9n%C3%A9galais-bassirou-diomaye-faye>

RFI. Comment l'Espagne cherche à renforcer ses liens avec l'Afrique

Ce 24 mars 2026, le président sénégalais s'envole pour l'Espagne, où il réalise sa première visite d'État officielle, jusqu'au 26 mars. Bassirou Diomaye Faye devrait s'entretenir avec le roi d'Espagne et avec le Premier ministre Pedro Sanchez. L'Espagne cherche à renforcer son rôle en Afrique, de plus en plus stratégique. Explications. L'Espagne a des liens géographiques forts avec l'Afrique : avec les îles Canaries et bien sûr les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, le long de la côte marocaine. Mais le pays se projette au-delà de ses voisins, en Afrique de l'Ouest. Notamment à travers son plan Afrique-Espagne 2025-2028, qui reflète « la volonté de l'Espagne de mettre en avant un discours renouvelé, qui ne soit pas seulement axé sur la sécurité, les routes migratoires ou le développement », constate la chercheuse Beatriz de León Cobo. « Ce nouveau plan considère l'Afrique comme un continent d'opportunités. C'est une vision partagée plus largement au niveau européen », insiste-t-elle.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260324-comment-l-espagne-cherche-%C3%A0-renforcer-ses-liens-avec-l-afrique>

RFI. Guerre au Moyen-Orient: une crise énergétique à venir pire que les deux chocs pétroliers réunis

La guerre au Moyen-Orient pourrait provoquer la plus grave crise énergétique mondiale de ces dernières décennies, plus importante que les deux chocs pétroliers réunis et que celle qui a suivi la guerre en Ukraine, affirme ce lundi 23 mars 2026 le chef de l'Agence internationale de l'énergie. Avec 11 millions de barils de pétrole en moins par jour, aucun pays ne sera épargné selon lui. « À ce jour, nous avons perdu 11 millions de barils [de pétrole] par jour, soit davantage que les deux crises pétrolières majeures réunies », a affirmé Fatih Birol, directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pointant une « menace majeure » sur l'économie mondiale. Le bras de fer se situe actuellement autour du détroit d'Ormuz, bloqué depuis plus de trois semaines, et où transite en temps normal un cinquième du gaz et du pétrole mondial. Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie demande sa réouverture immédiate, sans quoi l'économie mondiale est face à une menace majeure.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260323-guerre-au-moyen-orient-une-crise-%C3%A9nerg%C3%A9tique-%C3%A0-venir-pire-que-les-deux-chocs-p%C3%A9troliers-r%C3%A9unis>

JEUNE AFRIQUE. Abderrahmane Berthe (Afraa) : « La flambée du kérosène se diffuse, par ricochet, à toute l'économie africaine »

Dépendance énergétique, hausse des coûts, menace sur la connectivité... Le secrétaire général de l'African Airlines Association décrypte les conséquences de la crise du kérosène sur le transport aérien africain et au-delà, sur l'ensemble du tissu économique du continent. La crise énergétique déclenchée par la guerre au Moyen-Orient dépasse désormais largement le seul cadre des marchés pétroliers. Avec le blocage du détroit d'Ormuz – point de passage stratégique pour une part essentielle des flux mondiaux



d'hydrocarbures –, c'est toute la chaîne logistique internationale qui se retrouve sous tension.

<https://www.jeuneafrique.com/1776622/economie-entreprises/abderrahmane-berthe-afraa-la-flambee-du-kerosene-se-diffuse-par-ricochet-a-toute-leconomie-africaine/>

LES ECHOS. « Un acte de terrorisme économique contre tous les pays du monde » : l'alerte rouge des géants du pétrole et du gaz sur le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran

Lors de la CeraWeek, la grande réunion annuelle de l'industrie du pétrole et du gaz au Texas, le secrétaire à l'Energie des Etats-Unis, Chris Wright, a cherché à rassurer la salle en disant que la crise serait passagère. Les patrons en sont beaucoup moins sûrs. La guerre en Iran ? Une « perturbation à court terme » qui permettra de « mettre fin à un problème qui durait depuis plusieurs décennies » et qui mènera à un « monde beaucoup plus pacifique, prospère et avec une meilleure sécurité d'approvisionnement », jure Chris Wright, le secrétaire américain à l'Energie. L'ancien dirigeant d'entreprises, qui a fait fortune grâce à la révolution du pétrole et du gaz de schiste, s'est voulu rassurant lors de la CeraWeek, l'événement annuel organisé par S&P Global qui rassemble toute l'industrie de l'énergie à Houston, au Texas, cette semaine. Mais les patrons présents lors de l'événement étaient beaucoup moins apaisés.

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/un-acte-de-terrorisme-economique-contre-tous-les-pays-du-monde-lalerte-rouge-des-geants-du-petrole-et-du-gaz-sur-le-blocage-du-detroit-dormuz-par-liran-2222669>

LE FIGARO. Pourquoi la guerre au Moyen-Orient propulse le coût de la dette française à un record historique

Le rendement des obligations à dix ans a bondi à 3,87 %, son plus haut niveau depuis 2009, avant de retomber suite aux annonces du président américain sur un report de son ultimatum. Les marchés financiers ont subi une séance de très fortes secousses. Ce lundi matin, la courbe du taux d'intérêt des emprunts d'État français à dix ans s'est orientée presque à la verticale. À l'ouverture, il dépassait 3,80 %, un niveau historique, le plus haut depuis 2009, au cœur de la crise des dettes souveraines. En fin de matinée, il frôlait même 3,87 %. Certains experts imaginaient déjà des scénarios avec un rendement des obligations du Trésor à 4 % d'ici à mardi matin. La France était loin d'être la seule à être prise dans cette tourmente. Le rendement de la dette italienne était au coude à coude avec celui de la France, à 3,87 %. Le taux britannique flambait, autour de 5,10 %. Et le Bund allemand, référence en Europe, a atteint 3,07 %, un sommet inégalé depuis 2011. Les marchés attendaient fébrilement une prise de parole du président américain. Celui-ci avait lancé vendredi un ultimatum à l'Iran, le menaçant d'anéantir ses centrales électriques s'il ne rouvre pas le détroit d'Ormuz...

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/pourquoi-la-guerre-au-moyen-orient-propulse-le-cout-de-la-dette-francaise-a-un-record-historique-20260323>

COURRIER INTERNATIONAL. Économie. Comment la guerre au Moyen-Orient profite au tourisme portugais

Face à l'instabilité du Moyen-Orient depuis le début de la guerre en Iran, les opérateurs touristiques présentent le Portugal comme une destination "refuge" et une solution de remplacement, notamment, aux pays du Golfe, rapporte la presse portugaise. Le



contexte géopolitique entraîne une "reconversion claire des flux touristiques" vers le pays, confirme un spécialiste. "La guerre au Moyen-Orient détourne 300 000 touristes anglais vers le Portugal", titrait samedi 21 mars sur sa une le Jornal de Notícias (JN). Le quotidien s'appuie sur les prévisions des principaux opérateurs et spécialistes du secteur, qui désignent le territoire portugais comme l'une des principales destinations de substitution, aux côtés de l'Espagne ou de l'Italie, pour échapper à l'instabilité qui frappe le Moyen-Orient depuis le début de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le 28 février.

<https://www.courrierinternational.com/article/economie-comment-la-guerre-au-moyen-orient-profite-au-tourisme-portugais> 242079

FRANCE 24. L'Union européenne et l'Australie signent un accord de libre-échange d'ampleur

Après près de dix ans de négociations, l'Union européenne et l'Australie ont conclu un accord de libre-échange. Un partenariat clé dans un contexte de tensions géopolitiques et de rivalités économiques accrues. L'Union européenne accélère sa stratégie commerciale. Après le Mercosur, l'Inde et l'Indonésie, Bruxelles signe avec Canberra un accord couvrant un marché de 27 millions d'habitants. Au cœur de cet accord, les matières premières critiques. L'Australie est le premier producteur mondial de lithium et un acteur majeur pour le manganèse, la bauxite et l'aluminium, essentiels à la transition énergétique européenne. Dans un monde fragmenté, l'objectif est clair : diversifier ses partenaires et réduire sa dépendance à la Chine.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/info-%C3%A9co/20260324-l-union-europ%C3%A9enne-et-l-australie-signent-un-accord-de-libre-%C3%A9change-d-ampleur>

LE FIGARO. Japon : l'inflation a de nouveau ralenti en février

Les prix à la consommation au Japon ont augmenté le mois dernier de 1,6%. Il s'agit de la mesure la plus basse depuis mars 2022. L'inflation au Japon a continué à ralentir en février grâce aux subventions sur l'énergie consenties par le gouvernement, mais pourrait repartir à la hausse en raison de la flambée des cours du pétrole due à la guerre au Moyen-Orient et de la faiblesse du yen. Les prix à la consommation au Japon ont augmenté le mois dernier de 1,6% (hors produits frais) sur un an, selon des chiffres officiels publiés mardi, après 2% en janvier. Il s'agit de la mesure la plus basse depuis mars 2022. Comme les deux mois précédents, ce nouvel essoufflement de l'inflation s'explique par des facteurs temporaires, dont une suppression de la taxe sur les carburants mise en place en décembre. En excluant à la fois les produits frais et l'énergie, l'inflation n'a ralenti qu'à 2,5% (contre 2,6% en janvier), se maintenant ainsi très au-delà de la barre des 2% fixée par la Banque du Japon (BoJ).

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/japon-l-inflation-a-de-nouveau-ralenti-en-fevrier-20260324>

BFMTV. Il arrive dès le 1er mai: Bruxelles annonce que l'accord provisoire avec les pays du Mercosur sera appliqué dans quelques semaines

L'exécutif européen a opté pour une application provisoire de cet accord, combattu par le secteur agricole et la France, mais plébiscité par l'Allemagne et l'Espagne.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen l'avait annoncé à la fin du mois de février. L'accord commercial entre l'Union européenne et les pays latino-



américains du Mercosur sera appliqué provisoirement à partir du 1er mai, a annoncé la Commission européenne lundi. Le Parlement européen avait saisi la justice en janvier pour vérifier la légalité de ce traité de libre-échange. Mais en attendant, la Commission européenne a opté pour une application provisoire de cet accord, combattu par le secteur agricole et la France, mais plébiscité par l'Allemagne et l'Espagne.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/il-arrive-des-le-1er-mai-bruxelles-annonce-que-l-accord-provisoire-avec-les-pays-du-mercotur-sera-applique-dans-quelques-semaines_AD-202603230488.html

FRENCH.CHINA.ORG.CN. La Chine contribue à environ 30 % de la croissance économique mondiale, une part appelée à croître

La Chine a contribué en moyenne à environ 30 % de la croissance économique mondiale jusqu'à présent, et cette part devrait encore augmenter, a déclaré le 22 mars Zheng Yongnian, doyen de la faculté de politique publique de l'Université chinoise de Hong Kong, en marge du Forum sur le développement de la Chine 2026 organisé à Beijing. Interrogé sur le message clé adressé par le forum au monde, M. Zheng a répondu de manière concise : alors que le monde est marqué par l'incertitude, la Chine devient de plus en plus prévisible. « Nous utilisons la stabilité de la Chine pour faire face à l'incertitude mondiale. C'est pourquoi les acteurs, et pas seulement les entrepreneurs, viennent en Chine », a-t-il expliqué. Il a souligné que les récentes visites de dirigeants européens et canadiens illustrent cette logique, le développement nécessitant un environnement stable et prévisible. Évoquant le 15e Plan quinquennal (2026-2030), M. Zheng a indiqué que celui-ci constituait en lui-même une source de certitude, tant pour le développement intérieur de la Chine que pour l'économie mondiale.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-03/23/content_118396836.htm

